

ANNEXE INFORMATIVE NON CONTRACTUELLE N°3

PLAN GENERAL DE COORDINATION SECURITE ET PROTECTION DE LA SANTE

réalisé par ATAE en 2024



Renouvellement de manchettes de traversée de voile

à la Suppression du Chaigneau

Rue du Bocage

Site production & stockage "Chaigneau"

85150 STE FOY



MAITRISE D'OUVRAGE

VENDEE EAU

57 rue Paul Emile Victor

CS 90041

85036 LA ROCHE SUR YON Cedex

PLAN GÉNÉRAL DE COORDINATION

de SECURITÉ Et de PROTECTION de la SANTÉ (PGCSPS)

N° d'affaire	Indice	Date	Coordonnateur
240855	A	03/10/2024	Fabien ROUILLÉ
Gestion des indices			
Indice	Date	Motif	Par

Table des Matières

0.	PRÉAMBULE.....	4
0.1.	MISSION DE COORDINATION SÉCURITÉ SANTÉ	4
0.2.	NIVEAU DE LA MISSION S.P.S.....	5
0.3.	RÉGLEMENTATION ET TEXTES OFFICIELS	5
0.4.	LISTE DES ABRÉVIATIONS UTILISÉES DANS LE P.G.C.	6
1.	RENSEIGNEMENTS D'ORDRE ADMINISTRATIF CONCERNANT LE CHANTIER.....	7
1.1.	PRÉSENTATION DU PROJET	7
1.2.	COORDONNÉES DES ORGANISMES.....	10
2.	MESURES D'ORGANISATION GÉNÉRALE DU CHANTIER	11
2.1.	OBLIGATIONS DES ENTREPRISES TITULAIRES ET DES SOUS-TRAITANTS	11
2.2.	OBLIGATIONS DU MAÎTRE D'OUVRAGE	15
2.3.	OBLIGATIONS DU COORDONNATEUR SPS	16
3.	MESURES DE COORDINATION DE LA SÉCURITÉ ET DE PROTECTION DE LA SANTÉ	18
3.1.	INSTALLATION COMMUNE ET MISE EN PLACE DU CHANTIER	18
3.2.	Gestion des Déchets	19
3.3.	VOIES OU ZONES DE DÉPLACEMENTS HORIZONTALES OU VERTICALES	19
3.4.	LES CONDITIONS DE MANUTENTION DES DIFFÉRENTS MATÉRIAUX ET MATÉRIELS.....	20
3.5.	DÉLIMITATION ET AMÉNAGEMENT DES ZONES DE STOCKAGE ET D'ENTREPOSAGE DES DIFFÉRENTS MATÉRIAUX.....	21
3.6.	PROTECTIONS COLLECTIVES ET ACCÈS PROVISOIRES	22
3.7.	INSTALLATIONS ÉLECTRIQUES PROVISOIRES	23
3.8.	MESURES PRISES EN MATIÈRES D'INTERACTION SUR LE SITE.....	23
4.	LES SUIVANTS DÉCOULANT DES INTERFÉRENCES AVEC DES ACTIVITÉS D'EXPLOITATION SUR LE SITE A L'INTÉRIEUR OU A PROXIMITÉ DESQUELLES EST IMPLANTÉ LE CHANTIER	24
5.	LES SUIVANTS DÉCOULANT DES INTERFÉRENCES AVEC DES ACTIVITÉS D'EXPLOITATION SUR LE SITE A L'INTÉRIEUR OU A PROXIMITÉ DESQUELLES EST IMPLANTÉ LE CHANTIER	25
5.1.	GENERALITES	25
5.2.	INTERFÉRENCES A PROXIMITÉ DU SITE.....	25
5.3.	RÈGLES PARTICULIÈRES DE SÉCURITÉ POUR CES TRAVAUX	25
6.	MESURES PRISES POUR ASSURER LA SALUBRITÉ ET LE BON ORDRE DU CHANTIER	26
6.1.	MESURES GÉNÉRALES.....	26
6.2.	CANTONNEMENT	26
6.3.	Réseaux divers	26
6.4.	Contrôle d'accès	26
6.5.	MESURES EXCEPTIONNELLES COVID-19	26
7.	PROCÉDURES D'ORGANISATION DES SECOURS.....	26
7.1.	CONSIGNES DES PREMIERS SECOURS	26
7.2.	MOYENS DE PREMIERS SECOURS	26
7.3.	OBLIGATIONS DE L'ENTREPRISE.....	27
7.4.	CONDUITE À TENIR EN PRÉSENCE D'UN BLESSÉ	27
7.5.	LISTE DES SECOURISTES PAR ENTREPRISES.....	27
7.6.	LISTE DU MATÉRIEL DE PREMIERS SECOURS PAR ENTREPRISE	27
7.7.	MESURES PRÉVUES POUR L'ÉVACUATION RAPIDE D'UN BLESSÉ	27
7.8.	AFFICHAGE OBLIGATOIRE RÉGLEMENTAIRE	27
8.	MODALITÉS DE COOPÉRATION ENTRE LES ENTREPRISES	29
8.1.	MODALITÉS D'ÉTABLISSEMENT ET DE VALIDATION DES PLANS PARTICULIERS POUR LA SÉCURITÉ ET LA PROTECTION DE LA SANTÉ (PPSPS)	29
8.2.	GESTION DES SOUS-TRAITANTS.....	30

0. PRÉAMBULE

Cette opération sera réalisée en prenant en compte la réglementation sur l'Hygiène, la Santé et la Sécurité sur les chantiers de bâtiment, de génie civil et de Travaux Publics.

Le présent Plan Général de Coordination est établi en application de la Loi n° 93.1418 du 31 Décembre 1993, du décret 94.1159 du 26 décembre 1994, et des décrets en découlant. Ces textes modifient les dispositions du code du travail applicables aux opérations dans le B.T.P.

La décomposition ci-dessous de la mission de Coordination Sécurité Santé (SPS) permettra à chacun des intervenants de mieux comprendre ces obligations concernant cette nouvelle réglementation.

0.1. MISSION DE COORDINATION SÉCURITÉ SANTÉ

0.1.1. Objectif

La réglementation sur l'Hygiène, la Sécurité et Protection de la Santé a pour but d'assurer la prévention des accidents du travail et des maladies professionnelles dans le bâtiment, le génie civil et les travaux publics.

0.1.2. Coordonnateur SPS

Le Coordonnateur SPS est désigné par le Maître d'Ouvrage dès la phase étude du projet. Il veille à l'application des principes généraux de prévention.

Au cours de la phase Conception de l'ouvrage, le Coordonnateur SPS participe aux réunions d'avant-projet et de conception.

Sous la responsabilité du Maître d'Ouvrage, il élabore le Plan Général de Coordination prévu à l'article L 4532-8, constitue le Dossier d'Intervention Ulérieure sur l'Ouvrage, ouvre le registre journal de coordination.

Au cours de la phase de réalisation de l'ouvrage, il organise la coordination des activités simultanées ou successives en veillant à faire appliquer les mesures définies dans le Plan Général de Coordination.

0.1.3. Plan Général de Coordination (PGC)

Le "Plan Général de Coordination" est établi par le Coordonnateur SPS lorsque le chantier est soumis à Déclaration Préalable (>500 hommes/jour) ou lorsque les travaux envisagés figurent sur une liste de travaux comportant des risques particuliers (Liste en attente d'arrêté ministériel).

Le P.G.C. prend en compte tous les risques générés par le chantier et son environnement, par les autres entreprises et par l'activité de l'entreprise sur les salariés des autres intervenants.

Le P.G.C. est établi par le Coordonnateur SPS dès la phase de conception, d'études et d'élaboration du projet, il est joint obligatoirement aux documents remis par le Maître d'Ouvrage aux entrepreneurs lors de l'appel d'offres (DCE).

0.1.4. Inspections communes (V.I.C.)

L'entreprise demandera au coordonnateur SPS un rendez-vous pour la visite d'inspection commune au plus tard deux semaines avant son intervention sur le site.

Lors de cette inspection, le Coordonnateur énonce les consignes à observer ou à transmettre, les observations particulières concernant la sécurité, la santé et l'hygiène prises pour l'ensemble de l'opération. Après cette visite, l'Entreprise "principale" ou "entreprise à risques particuliers" à un délai d'un (1) mois et les corps d'état secondaires un délai de huit (8) jours pour remettre au Coordonnateur SPS leur Plan Particulier de Sécurité (PPSPS).

0.1.5. Plan Particulier de Sécurité et de Protection de la Santé (PPSPS)

Les entreprises, leurs sous-traitants ou les travailleurs indépendants doivent établir un "Plan Particulier de Sécurité et de Protection de la Santé". Le Coordonnateur SPS informe les entrepreneurs de leurs obligations lors de la "Visite d'Inspection Commune" (voir 1.4).

Ce plan est rédigé par l'entreprise après la Visite d'Inspection Commune et suivant les délais énoncés ci-dessus (1.4).

Le PPSPS contient entre autres :

- Les mesures pour assurer l'hygiène du personnel et des conditions de travail,
- La description des travaux et des processus pouvant engendrer des risques,
- Les mesures spécifiques prises par l'entrepreneur pour prévenir les risques du chantier,
- Les dispositions en matière de secours et d'évacuation.

0.1.6. Registre Journal de Coordination (RJC)

Le Registre Journal de Coordination est un document rédigé par le Coordonnateur SPS, Il consigne toutes les observations, compte-rendu d'inspections communes et remarques qu'il juge nécessaire de faire au Maître d'Ouvrage, au Maître d'Œuvre ou à tout intervenant du chantier. Les intéressés répondront aux remarques du Coordonnateur SPS.

Le Coordonnateur SPS rédige entre autres ce registre journal à la suite de ses visites régulières ou inopinées de chantier, lors des visites d'inspection commune et lors de la visite préalable avec le Maître d'Ouvrage.

0.2. NIVEAU DE LA MISSION S.P.S.

Cette opération est classée en "3^{ème} CATEGORIE", c'est à dire avec obligation d'émettre une déclaration Préalable par le Maître d'Ouvrage, de rédiger un Plan Général de Coordination (PGC) par le Coordonnateur SPS et des Plans Particuliers de Sécurité (PPSPS) par les entreprises.

0.3. RÉGLEMENTATION ET TEXTES OFFICIELS

Textes officiels

Loi n° 93.1418 du 31/12/1993 (modificatif des dispositions du Code du Travail pour assurer la sécurité et protéger la santé des travailleurs du BTP).

Décret n° 94.1159 du 26/12/1994 (dispositions particulières relatives à la coordination de Sécurité Santé pour certaines opérations de Bâtiment et Génie Civil)

Décret n° 95-607 et 95-608 du 6/5/1995 (Travailleurs indépendants et leurs employeurs)

Décret n° 2003-68 du 26/01/2003 (modification de la Coordination SPS).

Arrêté du 25/02/03 (liste des travaux à risques particuliers).

Décret n° 95-543 du 4/5/1995 (CISSCT).

Décret n° 2003.68 du 24/1/2003 concernant les prescriptions relatives à la modification de la coordination de sécurité dans le B.T.P.

Arrêté du 25/02/2003 énonçant la liste des travaux à risques particuliers.

Circulaire n° 96.5 du 10 avril 1996 (rappel des caractéristiques de la transposition de la directive européenne 92/57 CEE).

(Liste non limitative...)

0.4. LISTE DES ABRÉVIATIONS UTILISÉES DANS LE P.G.C.

SPS	Sécurité et Protection de la Santé
RJ	Registre Journal de Coordination
PGC	Plan Général de Coordination
PPSPS	Plan Particulier de Sécurité et de Protection de la Santé
DIUO	Dossier d'Intervention Ulérieure sur l'Ouvrage
IT	Inspection du Travail
CARSAT	Caisse d'Assurance Retraite et de la Santé du Travail
OPPBTP	Organisme Professionnel de Prévention du Bâtiment et des Travaux Publics

1. RENSEIGNEMENTS D'ORDRE ADMINISTRATIF CONCERNANT LE CHANTIER

1.1. PRÉSENTATION DU PROJET

1.1.1. Adresse, Situation et accès de l'opération

Rue du Bocage - Site production & stockage "Chaigneau" 85150 STE FOY



Plans et Documents de référence

Pour pouvoir rédiger ce Plan Général de Coordination, le Coordonnateur SPS s'est servi du dossier PRO.

1.1.2. Environnement- Diagnostics réalisés avant travaux

OBJET	RAPPORT	CONCLUSIONS
D.T. (réseaux)	Plan réseau du site	Présence de Réseaux et équipements
Etude de sol/Blindage	IGESOL intervient le 04/10/24	Suivant le rapport, le type de blindage sera confirmé/modifié.

1.1.3. Calendrier prévisionnel des travaux

Délai : 2 mois

Date de démarrage : sept 2025

1.1.4. Liste des Lots

Entreprise Générale

1.1.5. Effectif prévisionnel global

Effectif moyen prévisionnel : 4 personnes.

1.1.6. Détermination du niveau du chantier

Rappel :

Niveau 3 inférieur à 500 hommes / jours

Niveau 2 supérieur à 500 hommes /jours mais inférieur à 10 000

Niveau 1 supérieur à 10 000 hommes / Jours

Calcul du niveau sécurité du chantier :

Durée = 2 mois = 40 jours travaillés

Effectif moyen estimé = 4

Hommes jour estimé = 160 = hommes / jours

Au regard du volume Hommes -jours, le chantier est classé en 3^{ème} catégorie au sens de l'article **R.4532-1** du décret N°94-1159 du 26 décembre 1994.

1.1.7. Présentation du Maître d'Ouvrage et acteurs décisionnaires ou consultatifs

Maître d'Ouvrage		
Vendée Eau 57, rue Paul Emile Victor CS 90041 85036 LA ROCHE SUR YON Cedex ☎ 02.51.24.28.03 		Aline ROYER <i>Conductrice d'Opérations Ouvrages</i> <i>Service Réseaux et Ouvrages</i> ☎ 02.55.36.20.27 / 06.13.30.32.37  aline.royer@vendee-eau.fr ;
Maître d'oeuvre		
ALTEREO		ALTEREO 3, rue de Tasmanie 44 115 Basse Goulaine Tél : 02 40 34 00 53 Courriel : nantes@altereo.fr

Coordonnateur SPS		
Bureau de la Roche-sur-Yon D160 La Chauvinière 85000 LA ROCHE-SUR-YON Siège social 12 avenue Jules Verne Bâtiment B 44230 SAINT SEBASTIEN SUR LOIRE ☎ 02 51 71 93 30		Coordonnateurs SPS – Conception / Réalisation Fabien ROUILLÉ ☎ 07 86 98 43 45  frouille@atae.fr

Entreprises

Lots	Désignation	Entreprises
01		

1.2. COORDONNÉES DES ORGANISMES

1.2.1. Organismes de prévention

Organisme et Représentant	Adresse	N° Tél	N° Fax
DIRECCTE Inspection du travail	Bâtiment A - entrée 2 Cité Administrative Travot BP 789 85020 LA ROCHE-SUR-YON Cedex	02 51 45 21 39	02 51 37 88 51
CARSAT Pays de la Loire Contrôle de sécurité	2 Place de Bretagne 44932 NANTES CEDEX 9	02 51 72 84 24	02 51 82 31 62
OPPBTP	275 Bd Marcel Paul – Bât D 1 ^{er} étage 44800 SAINT HERBLAIN	02 40 49 68 02	02 40 52 19 48

1.2.2. Organisme de secours

Organisme	Adresse	N° Tél
POMPIERS		18
GENDARMERIE		17
S.A.M.U.		15
N° d'Urgence dans toute l'Europe		112
Centre des Grands Brûlés Nantes	Hospitalisation service des brûlés Hôtel-Dieu 1, place Alexis-Ricordeau 1 ^{er} étage, aile Est 44093 Nantes Cedex 1	02.40.08.73.04
HOPITAUX	Centre Hospitalier Départemental Les Oudaires 85925 LA ROCHE-SUR-YON Cedex 9	02 51 44 61 61
CENTRE ANTI-POISON	4, rue Larrey 49000 ANGERS	02 41 48 21 21
CLINIQUE DE LA MAIN	Institut de la Main Nantes Atlantique Avenue Claude Bernard 44800 SAINT HERBLAIN	02 40 95 81 75 02 51 84 88 88

1.2.3. Organismes administratifs

Mairie

1 All. de la Mairie, 85150 Sainte-Foy

☎ 02 51 96 47 56

1.2.4. Services concessionnaires

Organisme et Représentant	Adresse	N° Tél
Direction Départemental des Territoires	19 rue Montesquieu - BP 60827 85021 LA ROCHE-SUR-YON Cedex	02 51 44 32 32
FRANCE TELECOM	Urgence	1013
ERDF (85)	Dépannage électricité	09 726 750 85
GRDF	Urgence sécurité gaz (7j/7)	0 800 47 33 33
Service de l'Eau (85)	Véolia Eau 24h/24 – 7J/7	0811 902 902
METEO NATIONALE	Prévisions à 5 jours	08 36 68 12 34

2. MESURES D'ORGANISATION GÉNÉRALE DU CHANTIER

2.1. OBLIGATIONS DES ENTREPRISES TITULAIRES ET DES SOUS-TRAITANTS

Toutes les entreprises devront pouvoir fournir les titres d'habilitation de leur personnel exécutant. Ces dispositions sont applicables à tous les sous-traitants et fournisseurs des entreprises intervenantes dont elles sont directement responsables.

2.1.1. Les principales obligations de l'entrepreneur

Les principales obligations des entreprises désignées par le Maître d'Ouvrage :

- Respecter et appliquer les principes généraux de prévention, en phase préparation de chantier, pendant les travaux et les levées de réserves. Art. L.4121-1 à L.4121-5, L.4531-1, L.4531-2 et L.4534-1
- Rédiger et tenir à jour les PPSPS, les transmettre aux organismes de prévention, inspection du travail, CARSAT et OPPBTP (pour le lot Gros Œuvre ou lot Gros œuvre ou lots présentant des risques particuliers), au coordonnateur SPS ou au Maître d'Ouvrage et les conserver pendant 5 ans à compter de la réception de l'ouvrage - Art. L.4532-9 et R.4532-57 à 76
- Participer et laisser participer les salariés au CISSCT pour les opérations de 1^{ère} catégorie. - art. L.4532-10 à L.4532-15 et L.4532-80 à 94.
- Respecter les obligations résultant du Plan Général de Coordination en matière de Sécurité et de Protection de la Santé ;
- Viser le Registre Journal et lever les observations ou répondre aux notifications du coordonnateur SPS - Art. L.4531-1 à L.4531-18
- Fournir l'ensemble des documents nécessaires à la finalisation du D.I.U.O. avant la réception des travaux - Art. R.4532-38
- Participer à toutes réunions organisées par le coordonnateur SPS - Art. R.4532-95
- Déclarer et faire agréer son sous-traitant par le Maître d'Ouvrage afin d'établir un contrat de sous-traitance conformément à la loi n° 75-1334 du 31 décembre 1975 relative à la sous-traitance.

2.1.2. Principes généraux de prévention

- *Éviter les risques ;*
- *Évaluer les risques qui ne peuvent pas être évités ;*
- *Combattre les risques à la source ;*
- *Adapter le travail à l'homme, en particulier en ce qui concerne la conception des postes de travail ainsi que le choix des équipements de travail et des méthodes de travail et de production ;*
- *Tenir compte de l'état d'évolution de la technique ;*
- *Remplacer ce qui est dangereux par ce qui n'est pas dangereux ou par ce qui est moins dangereux ;*
- *Planifier la prévention en y intégrant, dans un ensemble cohérent, la technique, l'organisation du travail, les conditions de travail, les relations sociales et l'influence des facteurs ambiants ;*
- *Prendre les mesures de protection collective en leur donnant la priorité sur les mesures de protection individuelle ;*
- *Donner les instructions appropriées aux travailleurs.*

2.1.3. Visite d'inspection commune

Toute entreprise titulaire ou sous-traitante, quel que soit son rang, préalablement à l'élaboration de son PPSPS ou PPSPS simplifié et à son intervention sur le chantier doit procéder à une visite d'inspection commune avec le coordonnateur SPS.

La demande de visite d'inspection commune est effectuée par l'entreprise désignée par le Maître d'Ouvrage avant toute intervention sur le chantier et avant élaboration du PPSPS, en application de l'article R.4532-13.

L'entreprise demandera au coordonnateur SPS un rendez-vous pour la visite d'inspection commune au plus tard deux semaines avant son intervention sur le site.

Au cours de cette visite d'inspection commune sont en particulier précisée, en fonction des caractéristiques des travaux que cette entreprise s'apprête à exécuter :

- Les consignes à observer et à transmettre,
- Les observations particulières de sécurité et de santé prises pour l'ensemble de l'opération.

Cette inspection commune est réalisée obligatoirement avant remise du PPSPS.

2.1.4. Rédaction et diffusion des plans de prévention SPS (PPSPS)

Les entreprises désignées par le Maître d'Ouvrage doivent rédiger un Plan Particulier de Sécurité pour la Protection de la Santé (PPSPS), avant toute intervention sur le chantier, en application des articles L.4532-8 et L.4532-9.

Les modes opératoires intégrant les mesures de sécurité envisagées :

Nous rappelons à l'entrepreneur de l'obligation de faire signer son PPSPS par ses employés afin qu'il respecte scrupuleusement les règles inscrites.

Le PPSPS doit être sur site avec les employés.

Le PPSPS peut être diffusé par mail au CSPS.

Le PPSPS de l'entreprise titulaire DOIT être diffusé à l'ensemble de ses sous-traitants.

Le PPSPS spécifique à chaque chantier doit être gardé 5 ans par l'entreprise.

2.1.4.1 Observations du Coordonnateur SPS

Le coordonnateur SPS accuse réception du PPSPS sur le registre journal de coordination SPS. Articles R.4532-13

Il note également sur le registre journal les observations éventuelles concernant le PPSPS, et diffuse une copie de ces observations aux entreprises concernées.

Le Maître d'Œuvre peut pour sa part, accuser réception des PPSPS et noter ses observations sur les comptes rendus de réunion de chantier.

2.1.4.2 Harmonisation des PPSPS et leur mise à jour

Le Coordonnateur SPS établit les observations sur les PPSPS faisant ressortir les points pour lesquels une harmonisation est nécessaire. En application de l'article R.4532-48

Il consigne par écrit les conclusions de ces observations sur le registre journal de la coordination SPS, et en diffuse copie au maître d'œuvre et aux entreprises concernées.

Ces entreprises devront alors mettre à jour leur PPSPS en conséquence, et diffuser cette mise à jour.

2.1.4.3 Mise à jour du PGC

S'il y a lieu, cette mise à jour sera effectuée par le coordonnateur SPS, et diffusée aux intervenants du chantier.

Cette mise à jour sera enregistrée sur le registre journal de la coordination.

La mise à jour du PGC, est présentée aux intervenants et commentée lors des réunions de coordination SPS, ainsi qu'à l'occasion des réunions du CISSCT (opérations de 1^{ère} catégorie).

2.1.4.4 Fiche de déclaration de sous-traitant

Le sous-traitant, quel que soit son rang a les mêmes obligations que l'entrepreneur titulaire : visite d'inspection commune et établissement du PPSPS avant toute intervention sur le chantier.

L'entreprise titulaire du marché a l'obligation de remettre le Plan Général de Coordination en matière de Sécurité et Protection de la Santé à son sous-traitant, ainsi qu'un document précisant les mesures d'organisation générale qu'il a lui-même retenues en matière d'hygiène et de sécurité. Article R.4532-60.

Ce document pourra être son propre PPSPS.

A partir de ce document, le sous-traitant établit son propre PPSPS.

Le sous-traitant dispose de 30 (trente) jours à compter de la réception du contrat signé par l'entrepreneur titulaire du marché pour établir son PPSPS.

Ce délai est ramené à 8 (huit) jours pour les travaux du second œuvre lorsqu'il s'agit d'une opération de bâtiment ou pour les lots ou travaux accessoires dans le cas d'une opération de génie civil, dès lors que ceux-ci n'entrent pas dans la prévision de la liste fixée à l'arrêté du 25 février 2003 (travaux comportant des risques particuliers).

2.1.5. Principes de recensement des accidents du travail

Chaque entreprise titulaire transmettra immédiatement au Coordonnateur SPS tout accident du travail en prenant en compte les travaux sous-traités survenus sur le chantier. Tout accident fera à partir des éléments précis fournis par l'entreprise l'objet d'une analyse du CSPS et de l'entreprise. Des solutions concrètes et les corrections nécessaires seront mises en place par l'ensemble des acteurs afin que ce type d'accident ne se reproduise plus.

2.1.6. Identification des salariés et travailleurs détachés

En application des dispositions du décret 2016-175 du 23 février 2016, le titulaire du marché est tenu d'assurer l'identification des personnels qu'il utilise sur le chantier.

C'est pourquoi chaque personne présente sur le site (y compris sous-traitante) a l'obligation de porter de manière visible sa carte PRO du BTP ou d'avoir un vêtement de travail indiquant son nom et celui de son entreprise.

Pour chaque personne présente sur le chantier, l'entrepreneur doit avoir adressé une déclaration auprès de l'union des caisses mentionnée à l'article R.8291-2, afin d'obtenir une carte d'identification professionnelle. De ce fait chaque personne sur site doit être en possession de sa carte nominative et la rendre visible lors de son travail.

Ces documents doivent être présentés au Maître d'ouvrage, Maitrise d'œuvre, Coordonnateur SPS ou toute autre personne en charge de ce chantier.

Enfin chaque entreprise a l'obligation de respecter le Décret n° 2015-364 du 30 mars 2015 relatif à la lutte contre les fraudes au détachement de travailleurs et à la lutte contre le travail illégal. Tout travailleur détaché devant intervenir sur le chantier devra dument être indiqué au maître d'ouvrage Maitrise d'œuvre et CSPS

2.1.7. Réglementations préfectorales, locales

Tout intervenant devra se renseigner auprès des organismes du lieu du chantier des réglementations en vigueur.

Définir la circulation des camions et établir les arrêtés nécessaires.

2.1.8. Réglementation et recommandations en matière d'environnement

Les produits à risque de pollution seront stockés sur des bacs de rétention, (huiles, solvants, produits de nettoyage, gas-oil...).

Les déchets seront stockés dans des bennes, en favorisant le tri sélectif.

L'Arrêté ministériel du 1^{er} mars 1993 interdit les rejets à risque polluant dans les eaux pluviales et de ruissellement.

L'article 10 de ce même arrêté fixe les conditions relatives au stockage des liquides.

La loi du 13 juillet 1992, précise que les exploitants sont responsables de leurs déchets et de leur destination finale. Cette même loi interdit formellement tout brûlage à l'air libre.

L'arrêté ministériel du 13 juillet 1993 donne pour obligation pour le détenteur de trier et valoriser ses déchets et précise l'interdiction de brûler.

Les entreprises devront être conformes au décret du 21 avril 1988 et veilleront à ce que les émissions sonores des véhicules, matériels et engins de chantier ne produisent pas une gêne excessive, et soient conformes au décret.

2.1.9. Protection individuelle et collective

Chaque entreprise est totalement responsable de l'organisation de la sécurité et de la protection, de son personnel en cas d'intervention, sur un secteur ou zone non protégée ou à risque.

En cas d'urgence toute personne se doit de faire suspendre les travaux ou l'opération en cours jusqu'à la suppression du ou des dangers évidents.

Le délit de mise en danger ou de non-assistance, est sévèrement puni par la loi.

Toutes les entreprises intervenantes utiliseront un personnel habilité, formé et compétent. Elles auront également à déclarer leur éventuel sous-traitant.

Le port du casque avec jugulaire, des chaussures de sécurité, est obligatoire.

Les échelles ne sont que des moyens d'accès d'un point à un autre dans le sens vertical.

Les escabeaux seront conformes et doivent comporter une plate-forme de travail avec garde-corps périphérique.

Les travaux en hauteur justifieront des moyens ou des protections adaptées.

Cette liste n'étant aucunement exhaustive. Les entreprises devront se procurer le document « aide-mémoire du BTP » disponible sur demande dans les CARSAT de votre région.

Le document précité aidera les entreprises à réaliser leur Plan Particulier de Sécurité et de Protection de la Santé.

Les fiches techniques de l'OPPBTP sont recommandées, elles apportent de nombreuses solutions et traitent de l'ensemble des problèmes de sécurité et de protection de la santé. Le CSPS sera à votre disposition pour les recommandations des protections à mettre en œuvre.

Ces protections seront propres aux risques de l'activité de l'entreprise, mais aussi doivent tenir compte des risques importés émanant des entreprises en Coactivité.

Les employés des entreprises s'engagent à respecter le PGC ci-dessous ainsi que le PPSPS de leur entreprise.

2.1.10. Personnel intérimaire

Les entreprises utilisatrices de personnel intérimaire, devront s'assurer :

- De l'aptitude du personnel à effectuer le travail qui lui sera confié.
- Que le certificat d'aptitude médicale ait bien été délivré et est valide.
- De la validité de la carte de séjour ou de travail.
- Que le personnel est formé à la sécurité

2.2. OBLIGATIONS DU MAÎTRE D'OUVRAGE

Le coordonnateur de sécurité et de protection de la santé agit sous la responsabilité du maître d'ouvrage.

L'intervention du coordonnateur ne modifie ni la nature, ni l'étendue de la responsabilité, en application des autres dispositions du code du travail, à chacun des participants au chantier.

L'entrepreneur conserve l'intégralité de ses responsabilités en matière d'accident.

Chaque entrepreneur ou employeur, a sa responsabilité engagée, dans la police de chantier et la sécurité. Cette responsabilité s'applique tant en ce qui concerne les dispositions propres à son personnel et au travail que celui-ci exécute, que vis à vis des personnes dont la présence est justifiée sur les lieux des travaux (livreurs, conseils, fournisseurs ...)

Le code pénal ayant introduit la notion de " **délit de mise en danger des personnes** ", **toute personne " ayant autorisé "** sur le chantier ou sur un site d'activité, **même en l'absence d'accident, peut voir sa responsabilité mise en cause** par l'inspecteur du travail, **en cas de violation manifestement délibérée d'une obligation particulière de sécurité ou de prudence imposée par la loi ou le règlement.**

2.2.1. Moyens et autorités du Coordonnateur SPS désigné par le Maître d'Ouvrage

Le Maître d'ouvrage confère au Coordonnateur SPS autorité par rapport à l'ensemble des intervenants dans l'opération, entrepreneurs, sous-traitants, employeurs ou travailleurs indépendants. Cette autorité est limitée au domaine de la santé et de la sécurité des personnes, conformément au Code du Travail et règlements associés.

En cas de non-respect des règles définies dans le PGC et les PPSPS ne mettant pas en cause la vie d'autrui, le Coordonnateur SPS pourra mettre en demeure l'entreprise titulaire du marché de travaux de remédier sous les huit jours aux manquements constatés ; copie sera transmise au Maître d'ouvrage et Maître d'œuvre. Dans le cas de non mise en conformité dans le délai énoncé ci-dessus, le Coordonnateur SPS en informera par écrit le Maître d'ouvrage qui statuera sur l'arrêt ou non des travaux.

En cas de danger grave et imminent, le Coordonnateur SPS aura autorité pour arrêter les travaux d'une entreprise si les règles de sécurités définies par le PGC et les PPSPS, mettant en cause directement la sécurité ou la vie des ouvriers, ne sont pas respectées. Le Coordonnateur disposera alors d'un délai de 24 heures pour donner son feu vert au redémarrage des travaux après examen des mesures prises par l'entreprise. Le Maître d'ouvrage et le Maître d'œuvre, seront tenus informés immédiatement, ainsi que le responsable de l'entreprise par mail de tout arrêt des travaux précisant la date, l'heure et les raisons de cet arrêt.

Dans ces deux cas, une mention sera effectuée dans le Registre Journal de la Coordination SPS.

2.2.2. Moyens de prévention à intégrer à l'ouvrage pour le DIUO

Pour la constitution du DIUO le coordonnateur recevra toutes les informations du Maître d'Ouvrage concernant des modifications apportées au bâtiment.

2.2.3. Coordonner les informations entre le MOE et le CSPS

Le Maître d'ouvrage s'engage à ce que le MOE prenne en compte les remarques du CSPS et les fasse appliquer par les entreprises.

Pour la constitution du DIUO le coordonnateur devra toutes les informations du Maître d'Œuvre concernant le bâtiment depuis sa conception ainsi que sur toutes les modifications apportées au bâtiment jusqu'à réception.

En fonction des modifications et après discussion avec le MOA et l'entreprise le CSPS devra donner son avis sur les nouveaux moyens de maintenance ou d'entretien devant permettre les interventions ultérieures en sécurité avec le souci de santé et de protection collective.

2.2.4. Analyse et Recherche avant TRAVAUX

Avant le démarrage des travaux le maître d'ouvrage à l'obligation d'effectuer les recherches ci-dessous afin d'en informer les entreprises à savoir :

Neutralisation de tous les réseaux avant déconstruction :

Avant toute intervention de coupure, l'entreprise de travaux devra avoir confirmation de la consignation par l'exploitant : Véolia

Déclaration de travaux et DICT :

Les travaux prévus à proximité de canalisations et réseaux enterrés doivent être déclarés à leurs exploitants, avant leur exécution, au moyen de la déclaration de projet de travaux (DT) par le maître d'ouvrage, et la déclaration d'intention de commencement de travaux (DICT) par l'exécutant des travaux.

Toute déclaration doit obligatoirement être précédée d'une consultation du quichet unique, accessible en ligne, qui recense la totalité des réseaux présents sur le territoire.

Le plan des réseaux est fourni au DCE.

2.3. OBLIGATIONS DU COORDONNATEUR SPS

2.3.1. Missions réglementaires (Loi du 31 décembre 1993)

Veiller à ce que les principes de prévention définis ci-dessus soient effectivement mis en œuvre.

Rédiger un Plan Général de Coordination en matière de sécurité et de protection de la santé, en assurer la diffusion, la mise à jour, en surveiller l'application.

Constituer sous bordereau, dès la phase de conception et rassembler tout au long de l'évolution de l'ouvrage, les éléments nécessaires à l'établissement du Dossier d'Intervention Ulérieure sur l'Ouvrage. (D.I.U.O)

Dès le préprojet, ouvrir un Registre Journal ou seront consignés tout au long du chantier, les éléments importants, déterminants en matière de sécurité : compte-rendu des inspections, des visites....

Définir les sujétions afférentes aux protections collectives, aux appareils de levage, de manutentions, aux accès et installations générales.

Organiser la coordination des activités simultanées ou successives des différentes entreprises, y compris les sous-traitants.

Procède à la visite préalable du site avec toutes les entreprises, pour l'étude des consignes communes, particulières, des risques spéciaux, propres à la sécurité du chantier et à la nature des travaux.

Fait établir les Plans Particuliers de Sécurité et de Protection de la Santé par les entreprises contractantes, vérifie leur adéquation par rapport au PGC et à la législation en vigueur.

2.3.2. Missions particulières ou complémentaires

Visiter et suivre l'évolution de la sécurité et de la prévention du chantier, suivre le déroulement du chantier pour prévoir.

Se tenir informer des éventuels glissements de planning.

Saisir le maître d'ouvrage des dérives, du non-respect des consignes par les entreprises, faire prendre les mesures et obtenir les moyens correspondants aux situations critiques.

2.3.3. Visite d'Inspection Commune

En application de l'article **R.4532-11 à R.4532-16** du Code du Travail, le Coordonnateur SPS doit procéder à une visite d'inspection commune avec toute entreprise titulaire ou sous -traitante, préalablement à l'élaboration de son PPSPS et à son intervention sur le chantier.

Cette inspection commune aura lieu obligatoirement avant remise du PPSPS et est consignée sur le Registre Journal de la Coordination SPS.

2.3.4. Registre Journal de Coordination (R.J.)

Le Registre est ouvert par le coordonnateur SPS et conservé par lui-même hors d'atteinte.

C'est le document qui sera mis sous scellés et servira à l'enquête de police en cas de délit majeur ou d'accident grave.

Sur ce registre seront portés tous les événements moindres ou importants relatifs à la sécurité du chantier, les observations éventuelles des organismes, des entreprises, du maître d'œuvre, du coordonnateur SPS.

Seule une copie restera dans le bureau de chantier.

Le coordonnateur en est le dépositaire et le conservera pendant une durée de 5 années, après la réception en conformité de l'ouvrage.

Ce document pourra être consulté par le maître d'ouvrage, l'Inspecteur du Travail, les Agents de la CARSAT, l'OPPBTP.

2.3.5. Dossier d'Intervention Ulérieure sur l'Ouvrage (D.I.U.O.)

Le DIUO définit les modes opératoires permettant les interventions ultérieures d'entretien, les visites de contrôles ou de maintenance, en sécurité. **(Art R.4211-3 à R.4211-5)**

Le dossier d'interventions ultérieures sur l'ouvrage est remis par le coordonnateur au maître d'ouvrage.

Le DIUO est joint aux actes notariés **(Art R.4532-1)**.

3. MESURES DE COORDINATION DE LA SÉCURITÉ ET DE PROTECTION DE LA SANTÉ

3.1. INSTALLATION COMMUNE ET MISE EN PLACE DU CHANTIER

Le lot Principal a à sa charge de rassembler les PPSPS des entreprises et de réaliser une copie du registre journal transmis par le coordonnateur de réalisation pour consultation sur le chantier.

INSTALLATION DE CHANTIER

Article	Objet	Réalisé
	Plan d'installation de Chantier	lot Principal
	Mise en place des réseaux nécessaires à l'établissement des installations destinées au personnel : téléphone, électrique, eaux usées, eau potable, aux abords immédiats du chantier.	Mise à disposition sur le site par la MOA dans la suppression. Eau : Mise à dispo sur le site.
	Clôture de chantier autour des zones en travaux	Balisage des fouille en barrière TP + cloture du chantier en amont en héras. (15ml)
	Blindage (+ épaissement) + Accès en fond de fouille sécurisé (type escalib).	Lot principal
	Sanitaires et WC en nombre suffisants pour l'ensemble des entreprises.	lot Principal
	Téléphone et moyens d'alerte Le téléphone de chantier sera le portable des entreprises en place.	TCE

3.1.1. Base de Vie et clôture de chantier

A partir du 10/04/2020, ces dispositions sont complétées par les préconisations de sécurité sanitaire pour la continuité des activités de la construction durant la crise sanitaire du COVID-19. Ces préconisations doivent être appliquées par les entreprises sur le chantier. La MAJ du guide est téléchargeable voir le lien au paragraphe « 5.5 MESURES EXCEPTIONNELLES COVID-19 ».

A LA CHARGE DU LOT PRINCIPAL

La base de vie en fonction des effectifs devra être conforme à la fiche OPPBTP : H3 M02.95, elle sera mise en place préalablement à toute intervention concernant le démarrage du chantier, à savoir avant l'arrivée de la première entreprise ou suivant les préconisations (page 120) de l'aide-mémoire BTP réalisé par l'INRS et fournit gracieusement par les services prévention des CARSAT.

TELEPHONE ET MOYEN D'ALERTE

Le téléphone de chantier sera le portable des entreprises en place.

ENTRETIEN DES INSTALLATIONS COMMUNES DE CHANTIER

Le nettoyage des installations de chantier sera effectué Quotidiennement.

Le Lot PRINCIPAL du chantier devra établir un contrat de maintenance des sanitaires avec une entreprise habilitée, ce nettoyage devra s'effectuer conformément au code du travail.

Le matériel hygiénique et d'entretien devra toujours être à disposition sur site.

Le bureau de chantier sera régulièrement nettoyé, maintenu propre et rangé.

L'accès à la base de vie sera propre, praticable et entretenu en état.

Clôture de chantier

Les enceintes du site en exploitation resteront parfaitement closes pendant les périodes d'absence de personnel sur le chantier et pendant les travaux de manière qu'aucune personne extérieure au chantier ne puisse s'introduire dans les zones de travaux.

Des panneaux " CHANTIER INTERDIT AU PUBLIC " et " PORT DU CASQUE OBLIGATOIRE " seront apposés sur les clôtures et la périphérie du chantier. Le chantier sera totalement clôturé

INSTALLATIONS COMMUNES DE CHANTIER

Le matériel hygiénique et d'entretien devra toujours être à disposition sur site.

3.2. GESTION DES DECHETS

3.2.1. Nettoyage et évacuation des déchets / gravats

Chaque entreprise doit l'évacuation à l'avancement de tous ses déchets et décombres.

La gestion des déchets sera gérée par le compte prorata.

Ces déchets seront stockés en sélectif dans les bennes mises à leur disposition par le compte prorata. Cependant chaque entreprise doit l'évacuation à l'avancement de tous ses déchets et décombres vers ses bennes mises à dispositions.

Le non-respect de cette prescription pour des déchets inflammables (papier, carton, bois) entraîne l'arrêt de l'activité dans la zone concernée, aux frais du contrevenant jusqu'à l'évacuation.

Le non-respect de cette évacuation par toute entreprise entraînera l'application des pénalités SANS PREAVIS et sur simple demande du maitre d'ouvrage, Maitrise d'œuvre, OPC ou CSPS.

3.2.2. Elimination des déchets organiques

Il est totalement interdit de mettre des matières organiques ou autres déchets industriels banals dans les bennes prévues pour les matériaux inertes.

3.2.3. Elimination des matériaux ou déchets dangereux

L'évacuation de matériaux dangereux genre « produits inflammables, peintures... » ou autres déchets industriels spéciaux doit faire l'objet d'une spécification au PPSPS des entreprises concernées.

Une évacuation particulière doit être prévue par l'entreprise propriétaire de ces matériaux ou chargée de l'évacuation de tels déchets.

Une attestation devra être fournie sur la destination de ces déchets au Maître d'Œuvre et au Coordonnateur SPS.

3.3. VOIES OU ZONES DE DÉPLACEMENTS HORIZONTALES OU VERTICALES

3.3.1. Zone de stationnement

Il n'est pas prévu de zone spécifique réservée au stationnement des véhicules particuliers.

Les véhicules de livraison devront respecter les circulations, horaires, zones d'attente et zones de déchargement qui lui seront indiquées par le responsable trafic.

Les véhicules utilitaires camions, camionnettes doivent quitter l'emprise du site dès que le déchargement est terminé.

3.4. LES CONDITIONS DE MANUTENTION DES DIFFERENTS MATERIAUX ET MATERIELS

3.4.1. Engins de chantier

Toutes les manutentions se faisant avec les engins doit respecter les préconisations de la CARSAT, notamment en termes d'élingage (manilles, crochets de sécurité ; linguets de sécurité, etc.).



Tous les engins devront être à jour de leur Vérification Générale Périodique (avec levée des éventuelles réserves) et le conducteur posséder leur autorisation de conduite de son employeur.

Logo de la société AUTORISATION DE CONDUITE Référence : Délivré par : Nom : Qualité : Date : Signature :	Photo du titulaire Le titulaire Nom : Prénom : Qualification : Est autorisé à utiliser des ponts roulants. Catégorie : Limite de validité :
---	--

RECTO

VERSO

3.4.2. Engins de levage mobiles

Un engin de levage type « grue mobile » ou élévateur de grande hauteur devra faire l'objet d'une étude préalable et un accord du Coordonnateur SPS. Cette utilisation doit figurer sur le PPSPS de l'entreprise utilisatrice.

Une copie du résultat du contrôle de la grue de moins de 6 mois devra nous être fourni en même temps que le PPSPS.

Un examen d'adéquation devra être fourni avec le PPSPS afin de s'assurer que tous les éléments entourant cette opération ont bien été pris en compte.

Pour l'entreprise de grutage, il sera impératif au préalable d'obtenir les informations relatives à la résistance des sols et de prendre toutes mesures nécessaires à la stabilité de la grue et des DICT souterraines ET aériennes. Celles-ci seront obligatoirement avec le chef de manœuvre sur site ainsi que le CACES de l'opérateur.

Un balisage de l'ensemble du survol de la charge devra être balisé afin d'interdire tout survol au-dessus d'une zone publique.

Si les travaux empiètent sur le domaine public même ponctuellement un arrêté sera pris, auprès des autorités compétentes, pour fermer les accès à la zone à protéger. Dans cette circonstance une signalisation efficace sera mise en place et la fermeture sera maintenue pendant toute la phase délicate.

Le guidage de la grue lors des opérations de levage sans visibilité s'effectuera par un chef de manœuvre formé à l'usage des signaux conventionnels et un limiteur d'angle si nécessaire.

3.4.3. Prêt ou location des engins de levage

Grue mobile : L'utilisation d'un engin de levage mobile, pour un déplacement ou un déchargement, doit faire l'objet d'une convention entre les 2 parties. Le conducteur doit appartenir au propriétaire de l'engin.

L'arrimage de la charge est de l'entière responsabilité de l'entreprise utilisatrice.

3.4.4. Utilisation de nacelles, treuils, palans, etc.

- a) L'utilisation de ces appareils doit apparaître à l'établissement du PPSPS avec le détail d'utilisation et de fixation.
- b) Un registre de sécurité propre à l'appareil doit être ouvert par l'entreprise utilisatrice.
 - a. Une réception par un organisme agréé doit être faite, avant la mise en service. Le PV de contrôle doit être communiqué au Maître d'œuvre et au Coordonnateur SPS.
 - b. Tout conducteur d'une nacelle devra posséder le C.A.C.E.S. spécifique à la nacelle élévatrice utilisée, conformément à la directive de la CARSAT ainsi que l'autorisation de conduite du chef d'entreprise.
- c) Si ces appareils sont fixés à un relevé béton, à une poutre béton ou métallique, en sous face de dalle, etc., une note de calcul doit être faite et un accord de l'entreprise ayant réalisé l'ouvrage qui servira de support doit être obtenu.
- d) Si ces appareils sont déplacés et utilisés dans des conditions semblables, l'entreprise utilisatrice doit mentionner au registre les dates et lieux de montages et démontages. Ces opérations de déplacement seront réalisées par le même responsable et le registre signé par cette personne.

3.4.5. Manutentions manuelles

Les manutentions manuelles doivent être limitées à la charge de 35Kg maximum et figurer dans les PPSPS de chaque entreprise.

3.5. DELIMITATION ET AMENAGEMENT DES ZONES DE STOCKAGE ET D'ENTREPOSAGE DES DIFFERENTS MATERIAUX

3.5.1. Zone de stockage

Des zones de stockages extérieures seront affectées aux entreprises, en fonction des surfaces disponibles.

Ces emplacements seront matérialisés sur le plan d'installation de chantier.

L'entreprise titulaire d'une zone de stockage est totalement responsable de sa zone.

Elle doit en assurer : le nettoyage, le balisage, la sécurité, afin d'éviter un basculement ou un effondrement, la protection contre les intempéries, l'envol inopiné des protections...

Ces stockages ne doivent pas comporter de matières inflammables.

3.6. PROTECTIONS COLLECTIVES ET ACCES PROVISOIRES

3.6.1. Protections collectives

Les protections collectives seront étudiées avec le coordonnateur, elles seront efficaces et permanentes. Leur entretien sera assuré par l'entreprise désignée.

Tout déplacement, modification, devra être signalé aux autres entreprises, faire l'objet d'une information notée au registre journal. L'entreprise ayant procédé à ces changements engagera sa responsabilité.

Les solutions collectives seront prioritaires sur toutes les solutions individuelles.

3.6.2. Protection collective lors de travaux de VRD

Travaux de terrassements (déblais – remblais)

Pas de talutage avec une pente supérieure à 1/1,

Laisser en tout point 0.50m minimum entre les semelles et les pieds de talus pour permettre la circulation des personnels,

Toute fouille profonde ou présentant un risque d'éboulement devra être blindée, ou talutée suivant les préconisations INRS / rapport géotechnique.

Il est prévu : 1 fouille talutée et 1 fouille blindée.

L'entreprise devra prévoir un accès sécurisé au fond de fouille (escaliers de talus ou équivalent)

Protéger les crêtes de talus par la mise en place de barrières.

Toutes les zones où des fouilles sont exécutées seront protégées et signalées.

Lors du raccordement avec les voies existantes, une signalisation sera mise en place conformément au guide du SETRA. Cette signalisation sera adaptée aux risques dus de la circulation (déviation, basculement de chaussée, alternat).

Travaux de tranchée

Toute fouille verticale profonde ou présentant un risque d'éboulement sera blindée.

Aucun poste de travail ne sera autorisé sans un dispositif de retenue de terre efficace.

Aucun regard ne devra rester ouvert. Les tampons seront posés immédiatement sur tous ces ouvrages.

La pose des canalisations et le remblaiement se feront à l'avancement.

3.6.3. Echafaudages

Tous les échafaudages seront conformes aux réglementations et normes en vigueur.

Tout matériel non révisé et ne pouvant assurer son rôle par manque de garanties de mise en sécurité du personnel sera immédiatement interdit d'accès et évacué du site.

Il ne sera pas admis sur le site de montages mixtes de moyens d'élévation (assemblage de matériel de plusieurs marques d'échafaudages).

Les échafaudages tubulaires seront obligatoirement montés par des équipes spécialisées et compétentes et contrôlés avant utilisation suivant une procédure de type "contrôle externe" (vérification formalisée par un P.V. et effectuée par un spécialiste ne faisant pas partie de l'équipe de montage). A défaut, le coordonnateur SPS pourra exiger la vérification par un organisme agréé.

La charge maximale pouvant être posée par plateau sera OBLIGATOIREMENT inscrite de manière visible sur chaque Echafaudage afin d'en informer chaque utilisateur.

Chaque entreprise utilisatrice de l'échafaudage se doit de vérifier le bon affichage du PV de réception AVANT toute utilisation.

3.6.4. Détermination des responsabilités

- a) Le lot Principal est responsable de la mise en place de l'entretien et du démontage de toutes les protections collectives, du balisage de sécurité, de la protection des ouvertures extérieures, des trémies, des gaines et des réservations, de tous vides pouvant créer une chute de personne.
- b) Il est rappelé à toutes les entreprises que leur responsabilité est pleinement engagée, en cas d'intervention d'un de leur salarié sur un emplacement mal protégé.
- c) Dès que l'entreprise devant intervenir dans la zone protégée dépose ou modifie la protection, elle devient responsable de la sécurité. Elle se doit de :
- d) Remettre en place elle-même la protection qui a été déposée pour son intervention.
- e) Mettre en place une nouvelle protection si son intervention nécessite une modification de la protection existante.

3.6.5. Protection collective lors de travaux de nuit

Lors des travaux de nuit, l'entreprise devra prévoir l'éclairage nécessaire aux travaux et à la circulation.

3.7. INSTALLATIONS ELECTRIQUES PROVISOIRES

3.7.1. Installations électriques

Les installations électriques de toutes natures doivent dans toutes les parties être conçues et établies en fonction de la tension qui détermine leur classe. Elles devront présenter un niveau d'isolement approprié à la sécurité et être protégées au moyen de protections différentielles sensibles au courant de défaut, les protections de circuits terminaux étant assurées par des dispositifs de coupure dits « à haute sensibilité », comme préconisé par la note technique SEC-EL n° 14 du 10 mars 1971.

Chaque entrepreneur assurera l'alimentation de ses propres équipements, depuis ces coffrets jusqu'aux postes de travail avec du matériel conforme. L'entrepreneur d'Electricité pourra refuser le branchement à un autre entrepreneur ne disposant pas de matériel conforme.

Les installations seront complétées ou modifiées en tant que de besoin pendant l'évolution des travaux et jusqu'à leur réception.

3.8. MESURES PRISES EN MATIERES D'INTERACTION SUR LE SITE

3.8.1. Généralités

Les travaux en superposition sont formellement interdits, en l'absence de dispositions particulières le permettant.

Les zones se trouvant dans cette situation sont gelées provisoirement ou équipées de protections lourdes adaptées aux risques (auvents, tunnels de circulation, etc..).

Ces travaux seront détaillés et explicités dans le PPSPS de l'entreprise concernée.

3.8.2. Coactivité des tâches

- a) Toutes les dispositions doivent être prises, pour éviter la programmation de travaux en coactivité dangereuse.

- b) En situation de Coactivité, les mesures de protections doivent être prises par l'entreprise qui crée les risques et ceci en accord avec les entreprises environnantes (PPSPS).
Hormis les risques de chutes d'objets, il est nécessaire de prendre en compte les travaux de : flochage, sablage, utilisation de matières toxiques, explosives, soudure, travaux bruyants...
S'il est constaté que les mesures prévues aux PPSPS ne sont pas respectées ou insuffisantes, une consigne d'arrêt immédiat sera signifiée à l'entreprise.
- c) Des risques de maladies professionnelles pouvant résulter de Coactivités, il est impératif que soient mis en place et détaillés dans le PPSPS les moyens de ventilation, de mise hors d'air, de prévention contre les bruits, la poussière, l'émanation de gaz ou vapeurs toxiques...

4. LES SUJÉTIONS DÉCOULANT DES INTERFÉRENCES AVEC DES ACTIVITÉS D'EXPLOITATION SUR LE SITE A L'INTÉRIEUR OU A PROXIMITÉ DESQUELLES EST IMPLANTÉ LE CHANTIER

Le lot Principal a en charge le balisage général du chantier afin de le rendre clos et indépendant vis-à-vis de l'existant. Tous travaux devant être effectués en dehors de ce périmètre est sous la responsabilité de chaque entreprise avec son obligation de balisage, de réduction des nuisances et du maintien propre pendant et après son intervention.

Des interférences en périphérie de la zone des travaux existent par la situation du chantier dans une zone en exploitation.

5. LES SUJÉTIONS DÉCOULANT DES INTERFÉRENCES AVEC DES ACTIVITÉS D'EXPLOITATION SUR LE SITE A L'INTÉRIEUR OU A PROXIMITÉ DESQUELLES EST IMPLANTÉ LE CHANTIER

5.1. GENERALITES

Des interférences en périphérie de la zone des travaux existent par la situation du chantier dans une zone en exploitation.

5.2. INTERFÉRENCES A PROXIMITÉ DU SITE

TRAVAUX

Le site restera en exploitation, tous les moyens seront mis en place pour sécuriser les accès et circulation des services de l'exploitant –

Les réseaux et ouvrages devront rester accessible pendant toute la durée des travaux,

5.3. RÈGLES PARTICULIÈRES DE SÉCURITÉ POUR CES TRAVAUX

Sécurité en dehors des heures travaillées

Chaque soir et chaque fin de semaine, un responsable de l'Entreprise travaillant sur site, devra s'assurer que toutes les protections sont parfaitement en place (fermeture de la clôture de chantier / coupure électrique des installations / signalisations / protections collectives en place, etc.

Si nécessaire, un gardiennage du site en dehors des heures de travail sera demandé par le Maître d'Ouvrage.

6. MESURES PRISES POUR ASSURER LA SALUBRITÉ ET LE BON ORDRE DU CHANTIER

6.1. MESURES GENERALES

Les entreprises tiendront le chantier et les zones mises à leur disposition dans un parfait état d'ordre et de propreté de façon à garantir la sécurité et la qualité requise pour ces travaux. Le nettoyage sera quotidien avec gestion et transport des déchets dans une décharge agréée.

L'Entreprise devra, dans le cas où ces consignes ne seraient pas tenues, faire nettoyer les lieux aux frais du défaillant.

6.2. CANTONNEMENT

L'Entreprise devra prévoir dans son marché la fourniture des consommables (savon, essuie-mains, papier toilette, poubelles etc.)

Les locaux du cantonnement et les sanitaires seront nettoyés (au minimum chaque semaine) par du personnel désigné par cette entreprise.

6.3. RESEAUX DIVERS

L'Electricité, l'eau et les réseaux d'évacuation (EU) semblent, à priori, disponibles à proximité des travaux.

6.4. CONTROLE D'ACCES

L'entreprise consignera, au quotidien, sur un registre conservé dans le bureau de chantier, son effectif sur le site et la liste nominative du personnel présent au jour le jour.

Le Coordonnateur SPS et les organismes de prévention devront avoir accès en permanence à ce registre.

L'ensemble du personnel de chantier portera un signe distinctif sur un vêtement ou sur son casque afin de l'identifier

6.5. MESURES EXCEPTIONNELLES COVID-19

A partir du 10/04/2020, les préconisations sanitaires de lutte contre la propagation du COVID-19 publiée par l'OPPBTP, lien ci-dessous, doivent être appliquées ».

<https://www.preventionbtp.fr/Documentation/Explorer-par-produit/Information/Ouvrages/Guide-de-preconisations-de-securite-sanitaire-pour-la-continuite-des-activites-de-la-construction-Covid-19>

7. PROCEDURES D'ORGANISATION DES SECOURS

7.1. CONSIGNES DES PREMIERS SECOURS

A afficher dans le bureau de chantier.

En cas d'accident, prévenir d'urgence :

- La gendarmerie locale,
- L'hôpital ou les Sapeurs-Pompiers,
- Le chef d'entreprise ou le responsable sécurité de l'entreprise de la victime,
- Le Coordonnateur SPS.

IMPORTANT → le responsable de l'entreprise devra prévenir de l'accident : l'inspection du travail, la CARSAT, l'OPPBTP, le Maître d'œuvre, le Maître d'Ouvrage et le Coordonnateur SPS le plus rapidement possible (maximum : 12 h).

7.2. MOYENS DE PREMIERS SECOURS

Sur le chantier, il doit y avoir en permanence :

- Au moins 1 (UN) titulaire du brevet de secourisme du travail pour 20 salariés toutes entreprises confondues,
- Une trousse de premiers secours facilement accessible et entretenue (dans le bureau de chantier et une trousse par entreprise),
- Un local abrité pour porter les premiers soins au blessé.

7.3. OBLIGATIONS DE L'ENTREPRISE

- Afficher la liste des secouristes du travail dans le bureau de chantier,
- Pouvoir identifier rapidement les secouristes (ex. : signe distinctif sur le casque),
- Prévoir en permanence un secouriste minimum sur le site pour 20 (VINGT) personnes.

7.4. CONDUITE A TENIR EN PRESENCE D'UN BLESSE

Protéger la victime à 2 niveaux :

Physiologique : En soustrayant la victime à une exposition prolongée à l'origine de l'accident ou pouvant aggraver son état. Toute manutention ne doit être qu'impérative et réalisée selon les conditions très spécifiques.

Psychologique : En mettant la victime à l'abri des « curieux » et des éléments pouvant la stresser.

7.5. LISTE DES SECOURISTES PAR ENTREPRISES

Chaque entreprise devra fournir au Coordonnateur SPS la liste nominative des secouristes du travail présents sur le site. Cette liste sera affichée sur le chantier (bureau de chantier).

Il devra y avoir en permanence un minimum de 1 (UN) secouriste sur ce chantier pour 20 (VINGT) personnes.

7.6. LISTE DU MATERIEL DE PREMIERS SECOURS PAR ENTREPRISE

Chaque entreprise devra avoir disponible sur le site le matériel de premiers secours à demeure comprenant au minimum (fiche prévention A5 F 02 10 OPPBTP) :

7.7. MESURES PREVUES POUR L'EVACUATION RAPIDE D'UN BLESSE

Après avoir prévenu le CHU ou les pompiers et leur avoir expliqué clairement la situation de l'accidenté, le chef de chantier ou le secouriste devra :

- Envoyer quelqu'un au-devant des secours pour les diriger,
- Ne pas couper la communication avec les secours, attendre que le correspondant raccroche,
- Laisser quelqu'un auprès du téléphone avant l'arrivée effective des secours (sauf si téléphone portable).

7.8. AFFICHAGE OBLIGATOIRE REGLEMENTAIRE

Consignes de sécurité

Les consignes de sécurité sur l'ensemble du chantier seront affichées dans le bureau de chantier et les vestiaires du personnel. Ces consignes seront lisibles par tout le personnel travaillant sur ce chantier.

- Rappel :
- 1° Liste des numéros d'appels d'urgence
 - 2° Consignes de premiers secours
 - 3° Les gestes de premiers secours
 - 4° Liste des secouristes présents sur le chantier
 - 5° Liste du personnel présent sur le site

OPP BTP
Les professionnels BTP

En cas d'accident

Appelez le sauveteur secouriste du travail qui,
après avoir examiné la victime, vous demandera d'appeler les secours.

Téléphonez au :

18

Pompiers

112

Centre d'appels secours

15

Samu

et dites...

1 Ici chantier

À (commune ou arrondissement)

N° Rue

en face de

Téléphone

2 Précisez la nature de l'accident...

(Par exemple : éboulement, asphyxie, chute...)

... et la position du blessé (par exemple : le blessé est sur le toit, il est au sol ou dans une fouille...)

... et s'il y a nécessité de dégagement.

3 Signalez le nombre de blessés et leur état

Par exemple : trois ouvriers blessés dont un saigne et un ne parle pas.

4 Décrivez l'intervention du secouriste

Par exemple : premiers soins, bouche à bouche...

5 Fixez un point de rendez-vous et envoyez quelqu'un à ce point pour guider les secours.

6 Faites répéter le message. Ne raccrochez jamais le premier.

SAUVETEURS SECOURISTES DU TRAVAIL : une liste **à jour** mentionnant **leurs noms doit être affichée sur le chantier**. Les sauveteurs secouristes du travail sont reconnaissables au logo placé sur leur casque ou sur leur tenue de travail.



A1 A 01 06

8. MODALITES DE COOPERATION ENTRE LES ENTREPRISES

8.1. MODALITES D'ETABLISSEMENT ET DE VALIDATION DES PLANS PARTICULIERS POUR LA SECURITE ET LA PROTECTION DE LA SANTE (PPSPS)

Les PPSPS, établis suivant le Guide pratique OPPBTP, comporteront notamment l'analyse rigoureuse des processus de travail :

- a) Analyse détaillée des procédés et modes opératoires impliquant la sécurité et la santé des travailleurs,
- b) Définition des risques prévisibles en découlant,
- c) Définition des mesures de protections collectives retenues,
- d) À défaut, de façon exceptionnelle, définition des mesures de protections individuelles retenues,
- e) Définition des modalités du contrôle de l'application des mesures de prévention,
- f) Définition des modalités du contrôle de l'entretien des moyens matériels prévus, (grues, pelleteuse, monte-charges...),
- g) Mesures prises pour permettre les adaptations particulières (éventuellement nécessaires) des protections collectives.

L'analyse distinguera les risques induits :

- Par l'activité des autres entreprises,
- Par les caractéristiques du chantier ou de son environnement (circulation, exploitation dangereuse...)
- Par les processus de travail de l'entreprise elle-même vis-à-vis des autres intervenants.
- Par les processus de travail de l'entreprise vis-à-vis de ses propres salariés.
- L'entrepreneur utilisera le cadre ci-joint pour l'analyse des tâches, suivant la méthode des 5M, et établira une fiche pour toutes les tâches nécessitant une description précise de la méthode de mise en œuvre.
- Le PPSPS mentionnera également les modalités d'accueil sur le chantier du personnel (y compris le personnel intérimaire et les travailleurs indépendants).
- L'entrepreneur du lot Principal, ainsi que celui appelé à exécuter des travaux présentant des risques particuliers adressent avant toute intervention leur PPSPS à l'Inspecteur du Travail, à la CARSAT et à l'OPPBTP accompagné, s'ils sont déjà donnés, des avis du médecin du travail et du CHSCT (ou Délégués du personnel).
- Ils adressent également les exemplaires nécessaires au coordonnateur SPS pour diffusion aux autres entreprises sur ses demandes au fur et à mesure des désignations.

Un exemplaire à jour du PPSPS est tenu en permanence sur le chantier.

Les PPSPS peuvent être consultés par les membres du CHSCT (ou Délégués du personnel), le médecin du travail, les inspecteurs du travail, de la CARSAT et de l'OPPBTP.

En outre, l'entrepreneur tient le PPSPS constamment à la disposition de l'Inspecteur du travail et le conserve pendant 5 ans à compter de la réception de l'ouvrage.

RAPPEL IMPORTANT :

La réalisation de l'inspection commune et la remise de son PPSPS constituent les préalables incontournables de tout début d'intervention de chaque entreprise sur le chantier.

Il importe, par conséquent, de les programmer au mieux en fonction de l'avancement global des travaux.

Pour ce faire, chaque entreprise informera le Maître d'œuvre et le coordonnateur SPS, le plus tôt possible, de la date de son début d'intervention et en tous cas au moins 15 jours à l'avance.

8.2. GESTION DES SOUS-TRAITANTS

L'attention des entreprises titulaires du marché est attirée sur le fait qu'elles devront prendre en compte les modalités décrites au 7.1 ci-avant et le délai de 30 jour prévu, afin de déposer en temps opportun auprès du Maître d'Ouvrage les dossiers de demande d'agrément pour permettre la réalisation de l'inspection préalable et la remise du PPSPS de leurs sous-traitants avant la date d'intervention prévue.

En tout état de cause, seuls les sous-traitants, préalablement autorisés par le maître d'œuvre et ayant diffusé un PPSPS (ou identifiés et intégrés dans le PPSPS de leur donneur d'ordre), peuvent intervenir sur le chantier

L'entreprise titulaire du marché devra communiquer à son sous-traitant le PGC ainsi que les mesures d'organisation générale qu'elle aura retenues (PPSPS, etc.)

Les modalités d'accueil des travailleurs indépendants sont identiques à celles prévues pour le propre personnel de l'entreprise.